

**M. Nystrom:** La véritable raison pour laquelle le contrat a été confié à la société de Chicago n'est-elle pas que 20 associés au moins de cette société ont versé un minimum de \$1,000 chacun à la caisse du parti conservateur? Est-ce la vraie raison?

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, la réponse est non.

#### L'ADJUDICATION DU CONTRAT

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur le Président, dans ce cas la ministre pourrait peut-être expliquer à la Chambre pourquoi, à ma connaissance du moins, on n'a demandé de proposition ou de soumission officielle à aucune des huit grandes sociétés de vérification du Canada? Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'appel d'offres? La vraie raison n'est-elle pas que ces gens ont donné de l'argent au parti conservateur?

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, nous rejetons la répugnante allégation du député selon laquelle des contributions politiques seraient entrées en considération. Il n'est pas sans savoir que les sociétés de comptables agréés donnent de l'argent à tous les partis, tout comme le sien est aidé par des intérêts syndicaux.

**M. Deans:** Nous ne leur accordons pas de contrats.

**Mlle Carney:** J'ajouterais, et le député devrait le savoir, que l'article 141(1) de la Loi modifiée sur l'administration financière prévoit que c'est le gouverneur en conseil et le ministre responsable, après consultation du conseil d'administration de la société d'État, qui font la recommandation. Le conseil d'administration de Petro-Canada a étudié un certain nombre de sociétés, dont Arthur Andersen qui a des bureaux dans plusieurs villes canadiennes, notamment Toronto, Ottawa et Calgary, et il a recommandé Arthur Andersen & Co. La compagnie Peat Marwick Mitchell and Co., avait eu le contrat pendant 10 ans.

\* \* \*

[Français]

#### LA CONSTRUCTION NAVALE

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE PERMETTRE À LA VICKERS DE FAIRE UNE OFFRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME *MULTISHIP-SIX*

**M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques):** Monsieur le Président, je voudrais m'adresser à l'honorable ministre des Approvisionnements et Services.

Hier, les travailleurs de la Vickers ont quitté la Colline parlementaire déçus de n'avoir obtenu aucune assurance, de la part du ministre, que le gouvernement allait intervenir afin de prévenir des mises à pied.

Le chantier de Montréal n'est même pas autorisé à faire une offre dans le cadre du Programme *Multiship-six* parce que le ministère prétend que la situation des glaces à Montréal ne

permet pas à la Vickers de faire des travaux de réparation l'hiver.

Je veux demander au ministre s'il serait disposé à changer la décision de son ministère, à permettre à la Vickers de faire une offre dans le cadre du Programme *Multiship-six*, compte tenu du fait que la Vickers répare des bateaux 12 mois sur 12, et cela depuis plus de 10 ans.

[Traduction]

**L'hon. Stewart McInnes (ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le Président, j'étais présent à la réunion que mentionne le député. J'ai eu l'impression très nette que les travailleurs, une fois en possession de tous les éléments, étaient très satisfaits que je m'engage à faire tout en mon pouvoir pour améliorer leur situation. En ce qui a trait très précisément à la question, la politique est toujours la même et rien n'empêche le chantier naval de Montréal de soumissionner à l'égard des divers contrats de réfection de navires. Le seul problème, c'est que si les travaux doivent s'effectuer au cours de l'hiver et que la voie maritime est gelée, les bateaux ne pourront pas se rendre jusque-là. Par contre, si les travaux peuvent être effectués en été, le chantier naval pourra soumissionner.

[Français]

ON DEMANDE QUE DES DÉCISIONS SOIENT PRISES RAPIDEMENT

**M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques):** Monsieur le Président, si le ministre commence à changer de direction, ce que nous approuvons, peut-il nous assurer que le gouvernement interviendra à temps pour éviter que les mises à pied aient lieu, et cela, ce n'est pas dans des années. Cela va commencer dès la fin de l'année prochaine, il n'y aura plus personne des 500 employés à ce chantier naval qui aura de l'emploi.

Est-ce que les décisions vont arriver à temps? C'est ce que je veux demander au ministre.

[Traduction]

**L'hon. Stewart McInnes (ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le Président, le gouvernement, je le répète, pèse toutes les solutions possibles à un problème qui nous préoccupe et qui préoccupe tous les citoyens de l'est de Montréal. Je me suis engagé à tenir les travailleurs au courant. Nous allons nous entretenir avec le président du conseil de la Vickers dans les deux prochaines semaines. Je me suis engagé à rendre compte de cet entretien aux travailleurs et je le ferai.

\* \* \*

[Français]

#### LES TEXTILES

L'IMPORTANCE DE SAUVER LES EMPLOIS AU QUÉBEC

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale.